



Profession ÉDUCATION

N° 259 | Février-Mars 2018 | 2,50 €



AU NOM DU VRAI Quel journalisme aujourd'hui ?

Entretiens avec **Annick Cojean, Samuel Forey,
Laurence Corroy, Jean-François Leroy...**

Soutenez la Maison des journalistes dans son effort pédagogique

Unique au monde, la Maison des journalistes accueille et accompagne, depuis 2002, des centaines de professionnels des médias étrangers contraints à l'exil.

Des actions en direction des jeunes

La Maison des journalistes organise aussi des rencontres entre exilés et lycéens dans le cadre de son programme intitulé « Renvoyé Spécial ». En contact direct avec des victimes de la répression et des guerres, les jeunes abordent concrètement les problématiques de liberté d'expression, de tolérance et de « vivre ensemble ». Parallèlement, l'association développe un plan d'action en direction des universités ainsi que des jeunes sous protection judiciaire, en coordination avec les ministères compétents.

Votre don à la MDJ par chèque

NOM, PRENOM :
 ADRESSE :

 CODE POSTAL : VILLE :
 TELEPHONE :
 E-MAIL :

Je fais un don de
 Mode de paiement par chèque à l'ordre de « La Maison des journalistes »

Fait à le/...../..... Signature

Faites un don !

Afin de pouvoir poursuivre sa mission dans de bonnes conditions, la Maison des journalistes en appelle aux forces vives du monde de l'Education.

Faites un don à la MDJ en l'accompagnant de la fiche ci-contre (également téléchargeable sur le site

www.maisondesjournalistes.org).

Votre soutien régulier à la MDJ par prélèvement automatique

Les bonnes raisons de préférer le prélèvement automatique :

Pour moi

Je ne me soucie plus d'avoir à faire un don
 Il répartit mon effort sur toute l'année
 Il peut être interrompu à tout moment sur simple demande à la MDJ

Pour la MDJ

Il donne l'assurance d'un financement sûr

En résumé

Il permet à la MDJ de se consacrer davantage à ses actions et d'utiliser au mieux l'effort financier que je fais pour les journalistes en exil

J'autorise l'établissement teneur de mon compte à effectuer sur ce dernier, si sa situation le permet, le prélèvement correspondant au montant et à la périodicité ci-dessous. Je pourrai en faire suspendre l'exécution par simple demande auprès de la MDJ :

Je choisis le montant et la périodicité de mon soutien :

Mensuelle : 5 € 10 € 15 € 20 € montant libre : €

Trimestrielle : 15 € 30 € 45 € 60 € montant libre : €

Moi	Nom : Prénom :
	Coordonnées :
Banque	Code postal <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> Localité
	Nom : Prénom :
	Coordonnées :
	Code postal <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> Localité



LA MAISON DES JOURNALISTES

35 rue Cauchy
 75015 Paris
 (France)

www.maisondesjournalistes.org
 Tél. +33 (0)1 40 60 04 02
 mdj@maisondesjournalistes.org

Noubliez pas de joindre un relevé d'identité bancaire (RIB) ou postal (RIP)

Fait à le/...../..... Signature

4 ACTUALITÉ



École inclusive : des actes, pas des mots!

Afin de dénoncer les conditions d'accueil des enfants, le Sgen lance une alerte sociale.

Le lycée Gallieni sous tension

L'État semble bien décidé à ne pas mesurer l'étendue des difficultés...

Suzanne Citron nous a quittés

Hommage à une enseignante qui a remis l'Histoire de France en perspective.

7 DOSSIER



Au nom du vrai

À l'heure des « fake news », *Profession Éducation* donne la parole à Annick Cojean, Samuel Forey, Laurence Corroy, Anne-Sophie Jacques, Jean-François Leroy, et livre les témoignages de Thelma Chikwanha, Djibril Diallo et Halgurd Samad, journalistes exilés hébergés par la Maison des journalistes.

18 COLLOQUE

Bac -3/+3 : où en est-on ?

Retour sur le colloque du 25 janvier dernier organisé par le Sgen-CFDT qui a rassemblé de nombreux acteurs et analystes de la politique éducative en matière d'orientation.

19 INFO PRO

Parcours professionnels, carrières et rémunérations (PPCR) pour la hors-classe

Une réelle chance de revalorisation de la carrière.



Élisabeth Ritzenthaler
Secrétaire nationale

ÉDITO

Le syndicalisme de proximité reconnu

FIN JANVIER, LE DÉCOMPTE DU NOMBRE TOTAL D'ADHÉRENT·E·S DE LA FÉDÉRATION DES SGEN-CFDT a permis de mettre en évidence une nouvelle progression de 1,5 %. C'est la troisième année consécutive que notre organisation connaît une augmentation du nombre de ses adhérent·e·s. Une analyse plus fine permet d'observer une augmentation significative du pourcentage de jeunes de moins de 35 ans parmi les adhérent·e·s.

Cette évolution est le résultat de l'activité des équipes syndicales dans les régions qui vont à la rencontre des personnels dans les écoles, les établissements et les services. Cela montre l'efficacité d'un syndicalisme de proximité. Cela souligne notre capacité à porter des propositions pour l'ensemble des acteurs des services publics d'éducation et de formation, qui ne sont pas contradictoires avec des revendications fortes en faveur des personnels.

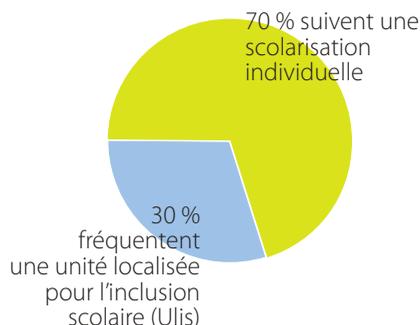
Aller à la rencontre des agents pour parler travail, les écouter, leur proposer de rejoindre un collectif capable de porter leurs propositions et d'agir pour améliorer les conditions de travail, c'est ce mode de syndicalisme que le Sgen-CFDT porte. Il continuera à le faire dans la campagne pour les élections professionnelles de décembre 2018, au cours de laquelle nous aurons besoin de chacun·e d'entre vous pour voter et faire voter Sgen-CFDT.

27 février 2018

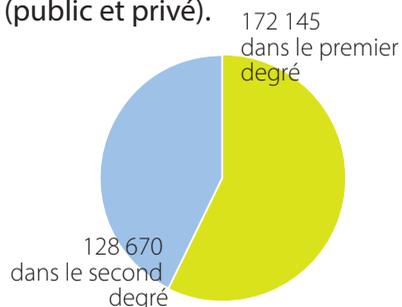


DIRECTRICE DE LA PUBLICATION : Catherine Nave-Bekhti. **RÉDACTEUR EN CHEF** : Franck Loureiro. **RÉDACTRICE EN CHEF ADJOINTE** : Aline Noël. **SECRÉTAIRES DE RÉDACTION, MAQUETTE** : Christophe Caulier et Aline Noël. **RÉDACTEURS** : Jean-Pierre Bailis, Christophe Bonnet, Annie Catelas, Adrien Ettwiller, Christophe Huguel, Isabelle Lacaton, Hicham Mansouri, Odile Nave, Aline Noël, Claudie Paillette, Denis Perrin, Élisabeth Ritzenthaler, Alexis Torchet. **IMPRESSION** : ETC, Yvetot (76) - Imprim' Vert. **N° CPPAP** : 10155 07555. **ISSN** : 1143-2705. **Fédération des Syndicats Généraux de l'Éducation nationale et de la Recherche publique** 47/49 avenue Simon Bolivar 75950 Paris cedex 19. Tél. : 01 56 41 51 00. Fax : 01 56 41 51 11. Mèl : profession.education@sgen.cfdt.fr - sgen.cfdt.fr **PUBLICITÉ** : IM Régie, 23 rue Faiderherbe 75011 Paris / email : impub@impub.fr / Tél. : 01 40 24 15 33. **PHOTO DE COUVERTURE** : © Pixabay / Ehrecke

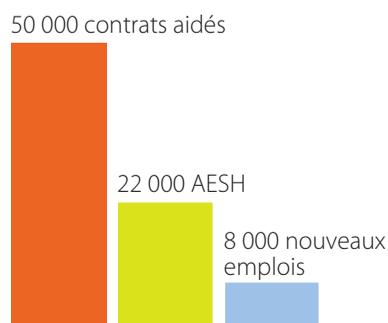
Plus de **350 000** enfants sont en situation de handicap. **Huit** sur **dix** sont en milieu scolaire ordinaire.



En 2016-2017, **300 815** enfants en situation de handicap ont été scolarisés dans les écoles et établissements relevant du MEN (public et privé).



À la rentrée 2017, plus de **80 000** personnels accompagnaient les enfants en situation de handicap.



Source : « L'état de l'école », MEN, 2017.

École inclusive : des actes, pas des mots!

Le Sgen lance une alerte sociale

Par Annie Catelas

La loi du 11 février 2005¹ prévoit l'installation d'une politique de prévention, de réduction et de compensation des handicaps. Pour l'école, cela implique l'adoption de nouvelles pédagogies, l'adaptation des apprentissages, l'application des valeurs de solidarité et de respect de la différence, le travail en équipe, la collaboration avec les familles. Aujourd'hui, tous les personnels dont la mission contribue à l'inclusion scolaire sont au bord de la rupture : isolés, pèsent sur eux une responsabilité et une surcharge de travail du fait d'un manque criant de moyens humains et matériels. Pour le Sgen-CFDT, les conditions éducatives et pédagogiques favorables à cette politique restent désespérément à construire.

L'accueil des enfants ne peut plus se faire dans de telles conditions. Une démarche réellement volontariste doit être engagée. C'est pourquoi le Sgen-CFDT a lancé l'alerte sociale du 7 février². La rencontre avec la Direction générale de l'enseignement scolaire (Dgesco) a débouché sur l'ouverture d'un chantier général concernant l'inclusion, avec des thèmes de travail précis comme la prise en compte des effectifs élèves des dispositifs d'inclusion dans la carte scolaire et dans l'attribution de moyens spécifiques aux établissements, le suivi des expérimentations sur le sujet, l'organisation de l'accompagnement, la formation... Le Sgen-CFDT ne lâchera rien et poursuivra sa mobilisation sur cette question.

¹ Loi n° 2005-102 du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées : <http://bit.ly/2nxj9wJ>

² <http://bit.ly/2BHyaJH>





Admission post-bac

Le Conseil d'État enterre la circulaire

Par une décision du 22 décembre 2017, le Conseil d'État a annulé la circulaire du 24 avril 2017 qui organisait la procédure d'admission post-bac (APB). Il a en effet considéré que l'usage du tirage au sort n'avait pas de base légale, dès lors qu'il concernait non pas des ajustements exceptionnels, mais une part importante des candidats dans les filières les plus demandées. La mise en place d'un nouveau système d'accès aux filières post-bacs est de ce fait devenue une véritable urgence administrative! • C. B.

Pour en savoir plus : <http://bit.ly/2sQBclZ>



Retrouvez toute l'actualité sur notre site www.sgen-cfdt.fr



Quand l'État ne veut pas voir...

Le lycée Gallieni sous tension

Par Claudie Paillette

Neuf-cents élèves, onze hectares, le lycée professionnel et technologique Joseph Gallieni a installé en 2009 ses ateliers sur les terrains qu'il occupait avec le lycée professionnel Françoise – lequel a été déplacé –, avant sa destruction par l'explosion de l'usine AZF. De l'autre côté de la rocade s'étend le quartier sensible du Mirail, où vit la plus grande partie des élèves. Lycée des métiers de l'automobile, du transport et de la logistique, il accueille un public scolaire très majoritairement masculin et socialement défavorisé.

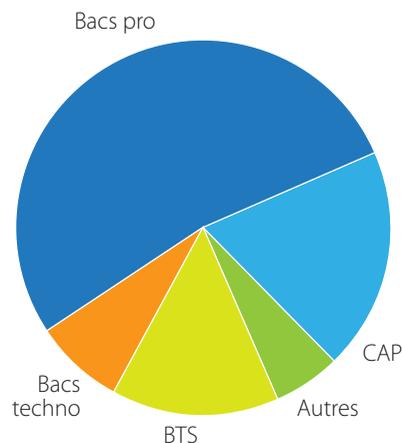
Depuis fin décembre, suite à la multiplication des violences perpétrées par une minorité d'élèves, les enseignants du lycée – avec l'appui des syndicats, dont le Sgen-CFDT – ont fait jouer leur droit de retrait afin d'alerter leur hiérarchie sur les difficultés récurrentes du lycée et ont exprimé leurs revendications : doublement des postes d'assistants d'éducation (AED), augmentation de la mixité sociale. Malgré la mobilisation des personnels, il a fallu attendre fin janvier pour que le ministère s'émeuve de la situation et prenne la décision de remplacer le proviseur, puis l'inspecteur d'académie. Comme souvent lors d'une crise aiguë, le ministère fait sauter les fusibles, mais ne tire aucune leçon, car les questions essentielles demeurent pour l'instant sans réponse : quels moyens supplémentaires accorder aux lycées dont les élèves sont issus des quartiers prioritaires? Comment garantir leur mixité sociale? Comment permettre aux personnels d'y travailler en sécurité? L'exemple du lycée Gallieni ne peut que rappeler l'urgence d'une prise en compte des enjeux de l'éducation prioritaire en lycée.

Proportion de filles et de garçons dans cet établissement de 900 élèves.



10,5 % de filles et 89,5 % de garçons...

Répartition des élèves selon les filières.



Source : rectorat de l'académie

Hommage

DR

Suzanne Citron



Mes lignes de démarcation

Croyances, utopies, engagements

Suzanne Citron
(15 juillet 1922 - 22 janvier 2018)

Historienne, enseignante et militante,

Suzanne, née Grumbach, vient de familles de la bourgeoisie israéliite très attachées à la République. Elle raconte dans *Mes lignes de démarcation. Croyances, utopies et engagements* (2003) les chocs successifs de l'Histoire qui ont orienté ses choix, prises de position et sujets d'étude depuis la jeune étudiante d'histoire, élève à Lyon d'Henri-Irénée Marrou quand elle était passée en zone libre, jusqu'à l'enseignante-chercheuse à Paris XIII qu'elle devint au début des années 70. Son principal ouvrage, *Le Mythe national. L'Histoire de France en question* (1987) fait référence dans le débat sur le récit national et l'histoire enseignée à l'École. Il est le fruit de pratiques pédagogiques innovantes qu'avait menées Suzanne et des collègues dans des lycées de Montmorency et d'Enghien dès les années 50. Fruit aussi des prises de conscience du décalage entre l'Histoire enseignée et l'actualité brûlante de l'Histoire en train de se faire : défaite de mai-juin 40, Occupation, guerres de décolonisation... L'engagement du Sgen-CFTC dans la lutte contre la torture et la guerre en Algérie convainquit Suzanne qui, jeune enseignante, avait adhéré au Snes laïque, de rejoindre nos rangs. Elle y retrouva l'historien Marrou. C'est à l'occasion de formations du Sgen sur les contenus de l'enseignement, au début des années 80, que nous avons fait sa connaissance. • O. N. et A.-M. V.

Le doctorat au répertoire national des certifications professionnelles

Encore un effort...

Par Christophe Bonnet

Il est une exception française dont on ne se réjouit pas : le doctorat, plus haut diplôme de l'enseignement supérieur, reste peu reconnu sur le marché de l'emploi. La loi du 22 juillet 2013 sur l'enseignement supérieur et la recherche tentait de remédier à cela, tant pour la haute fonction publique que pour le secteur privé. Le Sgen-CFDT était particulièrement favorable à cette démarche – mais les progrès ont été beaucoup trop lents.

Le travail a repris sur une des facettes de ce dossier : l'inscription du doctorat au registre national des certifications professionnelles (RNCP). La CFDT, à qui le Sgen-CFDT apportait son expertise, a fortement appuyé cette initiative. C'est en effet l'occasion de mettre en valeur les compétences transversales sanctionnées par le doctorat, au-delà de l'expertise scientifique sur un sujet précis : gestion d'un projet sur plusieurs années, construction d'un corpus documentaire, communication scientifique (souvent à un niveau international)...

Ces compétences sont de nature à faire du docteur un collaborateur précieux au sein de l'économie de la connaissance, au-delà des seules fonctions de recherche et développement. L'inscription du doctorat au RNCP est un début de reconnaissance ; il faudra ensuite que les branches professionnelles se saisissent du sujet pour prendre en compte le doctorat dans les conventions collectives.



Du 07 | 02 au 25 | 04 2018
TROISIÈME ÉDITION DU PRIX CHARLIE HEBDO

Le Prix littéraire Charlie Hebdo, ouvert aux collégiens, lycéens et étudiants francophones de tous les pays, récompensera les textes les plus drôles et les plus surprenants rédigés sur le thème « Moi, super-méchant, je vais. »

Les textes sont à déposer sur le site internet dédié avant le 25 avril. Le nom des dix finalistes sera dévoilé le 16 mai et celui des trois lauréats le 30 mai avant publication dans le *Charlie Hebdo* du 13 juin!
<http://leprixcharlie.fr/>



Du 19 au 24 | 03 2018
SEMAINE DE LA PRESSE À L'ÉCOLE

Les inscriptions sont closes. Charge aux enseignants d'organiser leurs séances pédagogiques à partir de la documentation qui sera livrée en mars et celle d'ores et déjà disponible sur le site.



D'où vient l'info ?



Cette année, le thème « D'où vient l'info ? » est décliné en quatre chapitres : découvrir le journalisme, produire de l'info, info/intox, info/publicité.

<https://www.cleml.fr/>
Contact : semaine.presse@cleml.fr



DOSSIER

Au nom du vrai

Réalisé par Isabelle Lacaton, Hicham Mansouri, Aline Noël,
et Denis Perrin (pour la Maison des journalistes).

À l'heure des « fake news », mais aussi des « no news » qui abreuvent en continu certains de nos médias, *Profession Éducation* a choisi de s'intéresser aux « true news » en donnant la parole à une pluralité d'acteurs du monde du journalisme, de son histoire et de sa critique, de son avenir...

Rendez-vous est pris dans nos prochains numéros pour décrypter l'information, au-delà de la Semaine de la presse et des médias dans l'École, car au Sgen-CFDT, nous considérons que l'éducation aux médias et à l'information est aujourd'hui une priorité.



© Tina Merandon

DATES REPÈRES

1981

Entre au service culturel du quotidien *Le Monde*.

1993

Grand reporter au *Monde*.

1996

Lauréate du Prix Albert-Londres pour une série de cinq reportages : « Les mémoires de la Shoah », publiée dans *Le Monde* à l'occasion du cinquantenaire de la libération des camps d'extermination.

DEPUIS 2011

Présidente du Prix du jury Albert-Londres.

BIBLIO SÉLECTIVE

JE NE SERAIS JAMAIS ARRIVÉE LÀ SI... 27 FEMMES RACONTENT

Grasset, 2018.

LES PROJES : DANS LE HAREM DE KHADAFI

Grasset & Fasquelle, 2012.

GRANDS REPORTERS. PRIX ALBERT-LONDRES

Ouvrage collectif. Les Arènes, 2010.

DOCUMENTAIRES

SYRIE, LE CRI ÉTOUFFÉ

Co-écrit avec Souad Wheidi et Manon Loizeau (réalisatrice), 2018.

LE PARCOURS DES COMBATTANTES

Enquête sur les femmes politiques, 1998-1999.

BEST-SELLER À TOUT PRIX

En collaboration avec Vassili Silovic, 2006.

ET AUSSI...

Annick Cojean est la marraine de la promotion 2018 des journalistes en exil hébergés par la Maison des journalistes.

Retrouvez son discours sur le site de la MDJ : <http://bit.ly/2GKP2lz>

Annick Cojean

« Le style est fondamental pour transmettre les faits. »

Propos recueillis par Aline Noël

GRAND REPORTER AU MONDE, ANNICK COJEAN préside le jury du Prix Albert-Londres depuis 2011. Elle décrit sa conception et son expérience du métier de grand reporter qui, exercé dans différents contextes, est toujours guidé par la même exigence : relayer les faits et la parole des acteurs, des témoins, des victimes, éclairer le lecteur.

C'est quoi, aujourd'hui, être grand reporter ?

● Le grand reporter est un journaliste qui va sur le terrain, qui affronte des situations difficiles, parfois risquées, en tout cas compliquées, pouvant se dérouler à l'autre bout de la planète. Mais pas nécessairement : ses sujets peuvent se situer à Paris, en banlieue, dans les régions françaises. Le grand reporter travaille souvent seul, n'a en général pas de champ d'expertise particulier (sauf les terrains difficiles) et peut donc être dépêché sur des missions très variées. Le problème, c'est qu'être grand reporter à *Gala*, à *Paris Match*, ou au *Monde*, au *Nouvel Obs*, ou encore à BFM, ce n'est pas pareil. C'est donc réellement compliqué de définir le grand reporter : il n'est pas spécialisé, il va sur tous les terrains, proches ou lointains, il peut être chargé de travailler des sujets tout à fait intemporels, fouillés, qui vont relayer la parole de nombreux interlocuteurs. Mais parfois, il peut aussi être envoyé sur un sujet très chaud de l'actualité : une guerre, une catastrophe naturelle, un tremblement de terre, une crise, une insurrection, une révolution, une grève, voire un fait divers. Autre particularité, on attend du grand reporter qu'il soigne autant la forme que le fond. Je travaille pour un quotidien, *Le Monde*, qui a cette exigence, et je coiffe certainement ma casquette Albert

Londres en disant que le style est fondamental pour transmettre les faits.

Qu'entendez-vous par « travailler seul » ?

● Quand nous partons couvrir un fait d'actualité chaude (par exemple une insurrection arabe, le dernier tremblement de terre à Haïti...), nous nous retrouvons avec de nombreux confrères, embarqués dans les mêmes galères de transport, d'accréditations, de logement... Mais ces types d'événements sont assez rares. Souvent, je fais des enquêtes correspondant à une commande particulière de la rédaction ou à un projet personnel. Ces sujets peuvent être des portraits, ou une célébration : par exemple, pour couvrir les cinquante ans du D-Day¹, j'ai écrit une série de dix-huit articles. J'ai dû me rendre aux États-Unis, au Canada, en Grande-Bretagne pour interviewer des vétérans, et également en Allemagne pour retrouver des gens présents le 6 juin 1944 sur les plages normandes du débarquement. Pour un tel grand reportage, pendant presque deux mois, je n'ai rendu compte à aucun rédacteur en chef, je devais planifier mon enquête, je travaillais jour et nuit, je lisais, j'envoyais des lettres et des fax...

Vous gardez toujours cet enthousiasme ? Car c'est un métier éreintant !

● C'est un métier fatigant, d'autant plus que *Le Monde* est un quotidien du soir très exigeant. Les articles doivent être livrés à 7 heures, donc c'est une course contre la montre. Il y a deux étés, j'ai été dépêchée pour couvrir la crise grecque. Je pensais partir cinq jours et j'y suis restée un mois, à cause des soubresauts de l'actualité. Dans la journée, je circulais en scooter ou en voiture avec une traductrice, et j'écrivais mon article



LE GRAND REPORTAGE À LA ALBERT LONDRES, C'EST LE JOURNALISME DEBOUT.

durant la nuit. Le matin, j'avais une discussion avec un rédacteur en chef qui me demandait ce que j'avais prévu comme sujet pour le lendemain – comme je suis plutôt lente pour écrire, je pouvais avoir dormi cinq heures ou pas du tout, il me fallait rassembler vite mes esprits pour trouver une idée : la soupe populaire dans les quartiers d'Athènes, l'activité du côté des ministères, le témoignage d'une famille sur l'existence en temps de crise... Chaque jour, je devais trouver un sujet. C'est à la fois éreintant et très stimulant parce qu'il y a ce petit défi quotidien de trouver l'angle qui va bien décrire la situation.

Le métier de grand reporter n'est-il pas en péril ?

• Aujourd'hui, grâce à Internet et à la technologie, on peut recueillir des milliers de données qu'on va croiser à l'aide d'algorithmes. Le data-journalisme est très intéressant car il y a quantité d'informations sous-exploitées, nichées dans les rapports des organisations

mondiales, des ministères, des associations avec lesquelles on peut réussir à faire du bon journalisme. Le journalisme se renouvelle sans cesse, mais celui qui m'est cher, que je n'ai jamais cessé de défendre en exerçant mon métier et aussi à travers l'association Albert-Londres, c'est le grand reportage. Rien ne peut le remplacer. C'est pourquoi je m'attache, en tant que présidente du jury, à rendre solennelles les cérémonies de remise de prix : je les présente comme un grand jour pour le journalisme francophone parce que notre ambition est d'indiquer l'excellence. Pour décerner le prix 2017 de la presse écrite, nous avons lu des dizaines de reportages sur la prise de Mossoul, mais il y a cette rose dans un jardin de Mossoul qu'a décrite Samuel Forey² : c'est précisément cette spontanéité, une proximité avec les gens, et parfois une note de poésie qui font la différence et permettent qu'on se rappellera une description de Mossoul dans la guerre, reprise quartier par quartier aux bandes de Daech. La rose que cueillait un militaire dans un jardin de Mossoul, au milieu de ruines qu'on imagine pleines de fumée et de chaos, est un moment incroyable et c'est typiquement ce qu'aurait adoré Albert Londres. Soudain, on regarde précisément les choses, un petit détail nous place directement sur l'épaule du reporter qui affronte une situation inaccessible quand on enquête derrière

un écran d'ordinateur. Le grand reportage à la Albert Londres, c'est le journalisme debout.

Parlez-nous de ce prix. Qui (et que) récompense-t-il ?

• Le prix a été créé en 1933 pour célébrer, dans la presse écrite, un reportage fait à la manière d'Albert Londres : fraternel, humain, de terrain. Dans les années 1980, André de Turenne a permis qu'on étende cette reconnaissance aux productions audiovisuelles. Enfin, en 2017, a été lancé le prix du livre Albert-Londres, dont le premier lauréat est David Thomson pour *Les Revenants*, une enquête sur les djihadistes de retour en France. Ces prix distinguent des journalistes âgés de moins de quarante ans. Le Prix Albert-Londres n'est pas le couronnement d'une carrière : sa finalité est de repérer les jeunes journalistes et les encourager.

Pouvez-vous détailler l'esprit Albert Londres ?

• C'est une qualité d'écriture (qui peut s'exprimer à l'aide d'une caméra), une singularité de ton. Le style Albert Londres était toujours vif, rapide, plein de dialogues et de répliques qui claquent. Il y avait de la chair, de la vie, de la souffrance... Une générosité également (qui est difficile à définir), une tendresse pour les gens. Il a marqué aussi par son indépendance d'esprit et une subjectivité assumée. On a le droit d'avoir ●●●



des colères, des enthousiasmes, d'être perplexe... Enfin, il a illustré un journalisme combatif. Je le cite volontiers parce que son propos reste valable pour tous les médias : « notre métier n'est pas de faire plaisir, non plus de faire du tort, mais de porter la plume dans la plaie³. » Je pense que c'est ce que fait Samuel Forey quand il va à Mossoul, en Irak, en Syrie ; j'espère que c'est ce que je fais quand je parle des viols de guerre, que ce soit en République démocratique du Congo, en Libye ou en Syrie ; mais c'est aussi le cas quand on travaille sur certains sujets français : porter la plume, la caméra dans la plaie, écrire là où ça fait mal, avec cette volonté, peut-être cette folle ambition, que notre métier – le grand reportage – changera un tout petit peu les choses.

Quel est votre regard sur les médias aujourd'hui ?

● Je ne suis pas une théoricienne des médias, mais il y a de quoi être objectivement malheureux quand on voit qu'avec la même carte de presse, on ne fait pas tous le même métier. Jamais les médias n'ont été aussi nombreux et jamais nos articles, parce qu'ils circulent sur le Net, n'ont été autant lus. Je considère aussi que twitter fait partie de mon job : à petite dose et avec précaution, car il est trop simple de penser qu'un twitt en chasse un autre et rétablit la vérité. Quand je donne une information, elle peut ne pas être complète, mais elle doit être exacte. Donc, les règles sont les mêmes quels que soient les supports. Notre métier est souvent attaqué et il y a de plus en plus de pièges. Les entreprises, les gouvernements développent des méthodes sophistiquées pour faire prendre pour de l'information ce qui n'est que de la communication. Il existe aussi des officines spécialisées pour lancer dans le domaine public, via les réseaux sociaux et les médias qu'elles créent, de fausses informations qui sont vraisemblables et passent pour vraies. Ces aspects très trompeurs donnent une image détestable de nos métiers puisqu'on nous confond tous. C'est pourquoi il nous faut des professionnels identifiés et respectant une déontologie. Il faut aussi apprendre aux élèves à débusquer ces *fake news*, à savoir lire la presse, à porter un regard très lucide, voire très caustique sur les médias et la façon dont les journalistes parfois cèdent à la facilité. Ce qui se passe à l'étranger doit aussi nous rendre vigilant. Je suis la marraine d'un journaliste turc qui a été emprisonné et je vais assister à son procès en Turquie⁴. Kyle Pope, le directeur de la *Columbia Journalism Review* que publie la grande école de journalisme de l'université de Columbia à New York, écrit que l'état du journalisme aux États-Unis est plus incertain et menacé que jamais parce que les *fake news* sont légion et parce que le gouvernement attaque directement les médias. Quand le président des États-Unis, lui-même, accuse CNN d'être un média du mensonge, le public a de quoi être troublé. Qui dit vrai, qui dit faux ? De ce fait, la situation est très compliquée. Mais nos règles ne changent pas ; il faut les suivre sans déroger. Cela s'appelle une profession. Avec des règles, une discipline, donc une exigence et une déontologie qui doivent être plus rigoureuses que jamais. ●

¹ Cf. « Les vétérans du Jour J », *Le Monde*, 1994 (prix de la Fondation Mumm pour la presse écrite en 1995).

² Extrait du discours d'Annick Cojean lors de la remise des prix Albert-Londres au Centre Georges-Pompidou en juillet 2017. Cf. ci-contre.

³ Albert Londres, *Terre d'ébène (La traite des noirs)*, Albin Michel, 1929.

⁴ Annick Cojean marraine Kadri Gürsel, journaliste turc, éditorialiste du quotidien *Cumhuriyet*. Cf. #LibérezLesTous, mouvement de soutien aux journalistes turcs victimes de la répression dans leur pays : <http://bit.ly/2GH4XaE>

« c'est le prix des grands reporters, ceux qui vont au contact des autres, ceux qui observent le monde au microscope plutôt qu'à la longue vue, ceux qui ont pour mission de rapporter les clameurs, les frémissements des foules, les troubles et la complexité des émotions, les peurs, les espoirs, les attentes de personnages dans tous les types de situations, crises, révolutions, catastrophes naturelles... Mais pas seulement ! Le grand reportage, c'est la vie qui pulse, dans les campagnes françaises et dans les quartiers, à Marseille, ou à Peshawar, à Kaboul... Le reportage, c'est la couleur du ciel, c'est le bruit de la mer, c'est la poussière des rues, c'est le grésillement d'une radio, c'est l'appel du muezzine qu'on entend, c'est une rose dans un jardin de Mossoul. C'est tout ce qu'on ne pourra jamais recevoir, jamais retransmettre, si l'on reste derrière un écran d'ordinateur. C'est le journalisme debout. »

Retrouvez l'intégralité
des interviews du dossier
sur notre site
sgen-cfdt.fr

Samuel Forey*

“un bon reportage pose autant de questions qu’il apporte de réponses”

* GRAND REPORTER, PRIX ALBERT-LONDRES 2017 DE LA PRESSE ÉCRITE.

Pouvez-vous présenter votre parcours ?

🕒 J’ai mis longtemps à savoir que je voulais être journaliste et à le devenir. J’ai fini mes études assez tard, puis j’ai été pigiste à Paris. J’essayais aussi de vendre des projets pour aller à l’étranger. J’ai fini par réaliser que pour provoquer l’action, je devais partir et voir sur place. Quand la révolution égyptienne a éclaté en janvier 2011, je me suis lancé, sans garantie. J’ai réussi à travailler un peu, notamment pour RMC. Mais de retour à Paris, le même scénario a repris, et du temps a passé jusqu’à ce qu’en novembre 2011, un nouveau cycle de révolutions me ramène en Egypte. *Le Point* étant intéressé par cette couverture, je suis parti vingt jours. Comme rien ne m’attendait en France, j’ai décidé de m’installer en Egypte. Ça a été encore six ans de très long chemin... Le temps que Daech quadrille Mossoul, en fait.

Parler arabe a-t-il été déterminant ?

🕒 Grâce au Celsa (cf. Parcours ci-contre), en 2006-2007, je suis parti en Syrie apprendre l’arabe. J’ai pu découvrir ce pays avant qu’il ne soit complètement détruit, et me sensibiliser à un ensemble de problématiques. En fait, j’apprends beaucoup plus au contact des gens et des choses. Comprendre l’arabe littéraire et le dialecte syro-libanais m’a permis d’accéder à une certaine complexité et de travailler sans traducteur. Même si c’est long, difficile, pouvoir faire des sujets sans traducteur permet d’accéder à d’autres cadres de pensée.

C’est quoi, aujourd’hui, être grand reporter ?

🕒 Je pense que c’est raconter. C’est un état d’esprit, une volonté d’aller jusqu’au bout d’un sujet. Je n’intellectualise pas beaucoup : j’ai commencé à couvrir la révolution égyptienne et ça m’a passionné ; puis j’ai suivi la guerre contre l’État islamique car cette histoire me prenait aux tripes ; quand la bataille de Mossoul s’est annoncée, j’ai décidé d’y aller. Il n’y a pas de plan précisément établi, c’est juste l’envie de découvrir les choses, de les

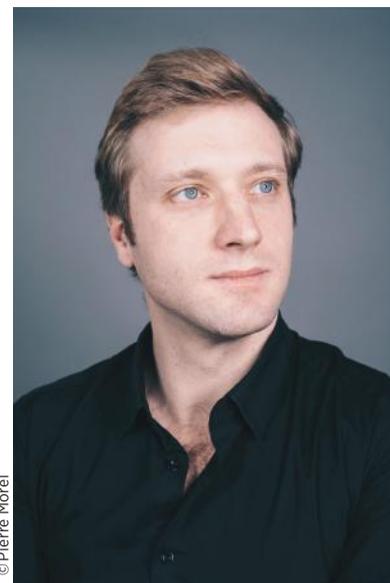
raconter de l’intérieur. Quand on pense au grand reportage, on lui associe souvent une idée de hauteur. Je crois que c’est, au contraire, aller observer, de très près et à très petite échelle, ce qui se passe. C’est cette disposition qui m’intéressait : essayer de mieux comprendre un événement (la révolution égyptienne, la bataille de Mossoul) immense par son ampleur, par les implications historiques, et essayer de l’appréhender dans toutes ses dimensions pour, d’une certaine manière, se faire le conteur d’une Histoire en marche. Le grand reportage, c’est aussi une exploration, comme si on dressait la carte en temps réel d’une zone qui change à chaque fois.

Vous avez reçu le Prix Albert-Londres. Quelle importance a l’écriture ?

🕒 On doit toujours se rappeler qu’on informe, mais la dimension de narration est importante car il faut aussi que ce soit attrayant pour le lecteur. Je suis confronté à une situation et je veux la raconter de la façon la plus juste possible. Je dois dire ce que je sens et ressens, ce qui vibre, ce qui tonne... tout ce qui passe par la perception. Il faut recourir à des modes d’expression un peu créatifs pour arriver à prendre le lecteur par la main et l’emmener au cœur de la bataille de Mossoul, l’emmener au cœur de la révolution égyptienne, l’emmener au cœur du Sinaï... C’est peut-être cela le grand reportage : pas forcément partir loin, prendre de la hauteur, mais emmener le lecteur au cœur des choses, avoir ce souci de le transporter dans un ailleurs, changer son cadre de pensée, l’exposer à la complexité. Finalement, un bon reportage pose autant de questions qu’il apporte de réponses.

Est-ce encore un métier d’avenir ?

🕒 Il y aura toujours des grands reporters – qu’ils soient journalistes, écrivains, vidéastes, photographes – parce que c’est un état d’esprit. C’est vrai qu’il y a moins de moyens qu’autrefois. Eh bien, tant pis. Je n’ai pas fait ce métier pour être bien payé. • **Propos recueillis par Aline Noël.**



© Pierre Morel

PARCOURS

1981

Naissance à Fontainebleau (Seine-et-Marne).

2005-2008

Master de journalisme à l’École des hautes études en sciences de l’information et de la communication (Celsa), à Paris.

2006-2007

Part en Syrie apprendre l’arabe.

2011

Part couvrir les révolutions arabes. S’installe en Égypte.

JUILLET 2016

S’installe à Erbil, au Kurdistan irakien, pour suivre la campagne de libération de Mossoul.

19 JUIN 2017

Blessé par l’explosion d’une mine à Mossoul. Son fixe kurde, Bakhtiyar Haddad, et les deux journalistes français, Véronique Robert et Stephan Villeneuve, sont tués.

JUILLET 2017

Lauréat du Prix Albert-Londres de la presse écrite.

OCTOBRE 2017

Reçoit le Prix Bayeux-Calvados des correspondants de guerre.

SUIVRE SAMUEL FOREY...

Twitter @SamForey

<http://bit.ly/2ul12EN>

Portrait par Thierry Oberlé, *Le Figaro*.

<http://bit.ly/2sKOfFq>

« Grand entretien avec Samuel Forey », Bibliothèque publique d’information du Centre Georges-Pompidou.

Laurence Corroy *

“Comprendre que l’image ne dit pas toujours la vérité...”

* MAITRESSE DE CONFÉRENCES À L’UNIVERSITÉ SORBONNE NOUVELLE - PARIS III.

Propos recueillis par Isabelle Lacaton

Qu’est-ce qui vous a conduit à vous intéresser aux relations entre les jeunes et les médias ?

Il y a 15 ans, nous étions très peu nombreux à nous préoccuper de ce lien entre jeunes et médias. Dans mon cas, le point de départ a été une rencontre : à l’époque, mon domaine était celui des sciences de l’information et de la communication, mais je m’intéressais aussi à l’histoire, et aux médias dans l’histoire. Jacques Gonnet¹ m’a fait découvrir la presse lycéenne et j’ai eu envie de connaître ses origines et ses liens avec la naissance de la presse en général. J’ai consulté de nombreuses archives et épluché des milliers de notices, pour constater que cette presse jeune existait dès le début du XIX^e siècle. J’en suis arrivée à la conclusion que l’appropriation de la presse par les jeunes en 1830 est quasiment identique à celle d’aujourd’hui, et leurs préoccupations sont similaires : dialoguer avec les adultes, créer du lien social entre jeunes, s’interroger sur l’avenir. Puis je suis devenue de plus en plus contemporaine dans mes recherches, en travaillant notamment avec le Centre pour l’éducation aux médias et à l’information (Clémi).



Quels sont les enjeux de la création de médias par les jeunes ?

Quand les jeunes produisent des médias, ils acquièrent des savoir-faire et apprennent des médias. Ils sont ensuite beaucoup plus attentifs à ce que publie la presse. Quand on les aide à créer des médias, on fait de l’éducation aux médias et de l’éducation à la citoyenneté, et créer un journal lycéen participe, de fait, à la construction du citoyen. Nombre de jeunes qui se sont engagés au lycée dans une telle démarche, ont pris par la suite des engagements militants, qu’ils soient associatifs ou politiques, car dans tous les milieux sociaux, s’engager dans des journaux lycéens ouvre l’horizon des possibles. « Je peux faire plein de choses, je peux m’exprimer, je peux créer », témoigne un lycéen. Le processus de création d’un média permet une compréhension plus nette des contraintes de ceux qui fabriquent l’information et il engendre un réflexe citoyen qui perdure tout au long de la vie. Enfin, si cette expérience peut bien sûr conduire au journalisme, elle ouvre la voie vers d’autres métiers de création avec la PAO, comme graphiste ou designer.

L’éducation aux médias et à l’information (EMI) se développe-t-elle partout dans le monde ?

Il y a eu de grandes concertations internationales pour dire l’urgence de proposer une EMI, ainsi que des points de convergence depuis 2010 : de nombreuses personnalités politiques se sont saisies du sujet et ont fait des recommandations par l’intermédiaire du Conseil de l’Europe ou de l’Unesco, notamment en insistant sur le fait que l’EMI doit développer l’esprit critique mais aussi la créativité. Cependant, la sensibilisation reste différente selon les pays, même si dans toutes les classes du monde le travail est à peu près identique. L’approche francophone – et notamment française – est politique et conceptuelle, et vise à développer l’esprit critique de l’élève pour en faire un citoyen éclairé, par exemple en

travaillant sur les revues de presse pour comprendre que plusieurs points de vue coexistent pour un même fait d’actualité². À noter qu’en France, ce sont deux ministres de l’Éducation nationale (Vincent Peillon et Najat Vallaud-Belkacem) qui ont largement relancé l’EMI. Au Québec et aux États-Unis, c’est la littératie qui est mise en avant, à travers le développement de savoir-faire ; mais on y apprend également aux élèves à se prémunir des effets des médias, avec un aspect protectionniste. En Amérique du Sud, l’EMI a été pensée au départ plutôt comme une éducation par les médias et plus particulièrement par la télévision.

Dans vos travaux, vous mettez en évidence l’importance de la créativité et de l’innovation dans les projets d’EMI. Pour quelles raisons ?

Historiquement, l’EMI s’est construite sur l’analyse critique, mais on a oublié la créativité. L’essentiel est de partir du désir du professeur et de ses élèves, de manière à construire un projet ensemble. La posture de l’enseignant change radicalement, il ne « surplombe » plus ses élèves, contrairement à ce que l’on peut observer majoritairement dans l’enseignement disciplinaire classique, mais il adopte une posture de compagnonnage, qui développe de manière collatérale l’estime de soi, le contentement et le bien-être. L’ambiance de la classe s’en trouve profondément changée. Dans la construction d’un projet, on sort du schéma binaire échec/réussite, symbole de notre École qui peine à évoluer en matière d’évaluation, mais on entre dans un processus qui donne du sens au groupe. Chaque élève peut participer à un projet d’EMI en fonction de ses appétences et en collaboration avec tous les autres élèves : écrire un article, faire les photos, mettre en page. D’où cette filiation entre l’EMI et les pédagogies nouvelles, parce qu’elles valorisent la créativité et l’engagement de tous les élèves. Quand on apprend qu’un attentat vient d’avoir lieu, on ne sait rien. Personne ne sait rien, ni les élèves, ni le professeur. On part de zéro,



© Nadine Doerle / Pixabay

tous ensemble, pour essayer de comprendre l'information.

Que pensez-vous du projet de loi contre les fake news ?

La dernière intervention d'Emmanuel Macron au sujet des *fake news* appelle de toute évidence une réponse pédagogique par la créativité ; or nous avons en France un réflexe « protectionniste ». Nous allons avoir tendance à analyser les *fake news* pour mieux les comprendre. Alors que c'est en fabriquant des *fake news* dans un processus de créativité que les élèves pourront mieux en saisir le principe. Le « learning by doing » est une méthode formidable – de la maternelle à l'université – parce que « quand on fait, on comprend » ! Par exemple, en préparant une exposition sur les messages publicitaires d'affiches genrées et sexistes, mes étudiants en troisième année de licence Information et communication ont pris conscience de la teneur du message initial quand je leur ai demandé d'inverser les affiches. Avant ce travail, ils étaient passés à côté du message.

Pourquoi est-il indispensable de commencer l'EMI dès l'école maternelle ?

Nous pouvons être fiers de notre école maternelle, de nos enseignants, et de la richesse des enseignements qui y sont dispensés : les notes sont absentes et la créativité fait partie intégrante des conditions d'apprentissage. Pourtant, c'est bien dès la maternelle que se creusent les premières inégalités : face aux écrans, certains enfants sont accompagnés par les familles, d'autres sont livrés à eux-mêmes, avec une grande disparité entre les temps d'exposition. Dans certains foyers, la télévision est allumée toute la journée. Il est primordial de développer dès le début

de la scolarité ce goût pour comprendre que l'image ne dit pas toujours la vérité¹. C'est donner très tôt les mêmes chances à tous les élèves, contribuer à réduire les inégalités et tendre vers une école plus inclusive. On peut travailler sur la lecture d'images (en modifiant des photographies, par exemple, on obtient une image qui n'a plus la même signification), sur la différence entre le vrai et le faux (dessin animé, publicités, journal télévisé, séries...), sur la différence entre une publicité et un autre programme (plus on est jeune, plus on est sensible à la publicité, même si les enfants sont capables de comprendre très tôt, si on les accompagne, qu'elles servent à vendre des produits²).

Pourquoi l'EMI est-elle devenue un enjeu de société majeur ?

Nous vivons dans une société dématérialisée et c'est un bouleversement profond, comparable à celui occasionné par la découverte de l'imprimerie par Gutenberg. Dans notre monde multimédiatique, nous avons donc tout à gagner de convaincre les enseignants de créer des projets en EMI, de les accompagner, de les aider à dépasser leurs peurs, et peut-être même à faciliter l'échange de savoir-faire : les actions des lycées agricoles, précurseurs dans le développement de l'EMI, mériteraient d'être davantage connues. Le développement de l'EMI permet de ne laisser aucun élève sur le bord de la route, c'est un investissement gagnant/gagnant pour les élèves comme pour les professeurs. Pour lever les freins que j'ai pu identifier, il faut développer l'axe transdisciplinaire, privilégier l'EMI créative, et développer la formation des formateurs dans les Espé. Car le rôle de l'école est primordial pour accompagner les élèves face à ce flot permanent d'informations et d'images.

LAURENCE CORROY EST SPÉCIALISTE DE L'ÉDUCATION AUX MÉDIAS.

Dans la suite de ses premiers travaux qui portaient sur l'histoire de la presse – notamment la naissance et le développement d'une presse particulière au XIX^e siècle, la presse des lycéens et des étudiants –, ses recherches se concentrent sur les pratiques médiatiques des adolescents et la consommation médiatique des jeunes. Elle a fondé et dirige la revue scientifique *Jeunes et Médias*, les Cahiers francophones de l'éducation aux médias.

BIBLIO SÉLECTIVE

ÉDUCATION ET MÉDIAS, LA CRÉATIVITÉ À L'ÈRE NUMÉRIQUE

Londres, Iste éditions, 2016.

DE L'ÉDUCATION PAR LES MÉDIAS À L'ÉDUCATION AUX MÉDIAS

Avec Alain Kiyindou et Francis Barbey (s/d), L'Harmattan, 2016.

L'ÉDUCATION AUX MÉDIAS À L'ÈRE DES RÉSEAUX

Avec Alain Kiyindou et Francis Barbey (s/d), L'Harmattan, 2015.

« QUAND LES JEUNES S'EMARENT DES MÉDIAS »

Cahiers de l'action, 2012. Consultable en ligne sur Cairn.info : <http://bit.ly/2DoK1nz>

Pour en savoir plus : <http://bit.ly/2DZ8b9s>

¹ Universitaire spécialiste de l'éducation et des médias, professeur émérite à l'université Sorbonne Nouvelle - Paris III, Jacques Gonnet a fondé le Clémi en 1982.

² Travaux publiés dans *La Presse des lycéens et des étudiants au XIX^e siècle*, INRP, 2004.

³ Revues de presse du Clémi, écoles, collèges, lycées : <http://urlz.fr/6AbF>

⁴ Voir le travail de Marion Moureaux, pour son master Aigeme (applications informatiques : gestion, éducation aux médias, e-formation), et notamment l'article publié dans le numéro 6 de la revue *Jeunes et médias*, et cité par Laurence dans son livre.

⁵ Cf. p. 16-17 l'interview de Jean-François Leroy, fondateur de Visa pour l'image, festival international de photojournalisme qui réserve une semaine entière à l'accueil des publics scolaires.



Dans le cadre du partenariat éditorial avec la Maison des journalistes...

Les exilé-es se saisissent de la parole

Par Denis Perrin, journaliste, membre du conseil d'administration de la Maison des journalistes.

Parce qu'elle a aussi pour objectif de permettre aux journalistes exilés de reprendre la parole, la Maison des journalistes (MDJ) les encourage à aller à la rencontre des médias français et internationaux, ainsi que du monde de l'éducation.

Créée en 2002 et basée à Paris, l'association de la MDJ a, jusqu'ici, accueilli plus de 400 professionnels de l'information contraints de fuir leurs pays respectifs. Ces femmes et ces hommes, attachés à la liberté d'expression, sont issus des régions qui se trouvent sous tension, pour cause de conflits armés ou de pouvoirs politiques intolérants.

L'organisation est soutenue par des groupes de presse, des ONG, des entreprises sensibles aux questions de liberté, par des particuliers, ou encore des collectivités territoriales telles que la Ville de Paris ou la Région Ile-de-France...

Trois professionnels exilés sont présentés ici : une femme et deux hommes¹. Leur parcours et leur regard sur l'information nous rappellent quelques valeurs essentielles, parfois trop vite oubliées.

¹ Les femmes représentaient en 2016 un tiers des journalistes hébergés par la MDJ, association dirigée par Darline Cothière.

Pour en savoir plus : www.maisondesjournalistes.org



Thelma Chikwanha est zimbabwéenne. Journaliste au *Daily News-ANZ*, elle a écrit des articles critiques à l'encontre du président Robert Mugabe. Elle a été arrêtée par les autorités. Son téléphone et son ordinateur lui ont été confisqués au moment où elle partait pour un séminaire en Suède. Une fois en Scandinavie, les menaces se sont intensifiées. Elle s'est réfugiée en France.

Ces événements l'ont poussée à méditer sur ce qu'est une information et sur la manière de la cerner : « Je pense qu'il y a toujours plusieurs angles dans une histoire. Il y a aussi une tentation de sensationnalisme parfois propre au journalisme. C'est le travail du journaliste que de creuser pour s'approcher au plus près de la vérité », dit Thelma.

Ainsi ajoute-t-elle : « Nous avons besoin de revenir aux basiques. Ne soyons pas des "journalistes Google". Il faut un vrai travail de terrain pour se plonger au cœur du sujet que l'on traite ».



Djibril Diallo, journaliste-réalisateur mauritanien, a dû quitter son pays simplement parce qu'il voulait exercer son métier. Ce polyglotte développe une passion pour l'écrit et pour l'audiovisuel.

Auteur d'articles d'opinion qui l'ont contraint à fuir, il a récemment appris le français. À ce sujet, il souligne tout l'intérêt de la lecture dans l'acquisition d'une langue.

Côté audiovisuel, il a notamment coréalisé avec Sophie Bachelier un documentaire – intitulé *Choucha. Une insondable indifférence* – en Tunisie dans un camp de réfugiés venus de Libye. Un document de 52 minutes primé au Canada en 2016. Parmi ses autres centres d'intérêt : la corruption et l'esclavage dans l'Afrique contemporaine. En substance,

Djibril Diallo considère que l'une des clés d'un équilibre mondial sain passe par l'éducation et, en conséquence, par une information digne de ce nom. Celle-ci, explique-t-il, est le fruit de la diffusion des opinions les plus diverses dans un principe de liberté partagée. L'une n'allant pas sans l'autre.



Halgurd Samad est irakien, plus précisément originaire du Kurdistan irakien. Il s'est lancé dans des études de littérature et a parallèlement travaillé dans la presse écrite au Kurdistan irakien.

S'intéressant à la corruption et aux activités pétrolières, il a été menacé et finalement obligé de quitter son pays en 2010, après l'assassinat de deux de ses confrères.

Hébergé quelques mois à la MDJ et sans emploi fixe, il explique dans un excellent français : « Au regard de mon expérience, je peux dire que la défense de la presse est dépendante de la société dans laquelle on vit et de la culture qui s'y diffuse. Il est nécessaire de conforter le rôle de la presse dans une époque où les réseaux sociaux accessibles à tous favorisent la diffusion de fausses nouvelles. Pour sa



part, le journaliste professionnel a pour fonction de filtrer et d'analyser l'information ». Parce que démocratie et liberté d'expression sont liées : « en défendant la presse, on préserve la liberté de chacun », souligne Halgurd Samad.

Anne-Sophie Jacques*

“On a envie d’être un journal proche de ses lecteurs”

* ADJOINTE À LA RÉDACTION EN CHEF ET CHARGÉE DES RELATIONS AVEC LES LECTEURS DU JOURNAL *EBDO*.

Propos recueillis par Hicham Mansouri

À *Ebdo*, vous avez mis en place une plateforme collaborative, au nom symbolique de « La Source ». Quelles ont été vos motivations ?

• Notre objectif de départ est de retrouver nos lecteurs dans le journal. Malgré le fait qu’on dispose de journalistes basés à Lyon, Marseille, Lille et d’autres villes, nous sommes une rédaction de seulement quarante personnes. Se limiter à cette petite équipe, c’est risquer de perdre en richesse. Or, nos lecteurs ont énormément d’idées et de suggestions à faire. C’est pour cela qu’on a créé La Source.

En plus de cette volonté d’ouverture, La Source n’est-elle pas une réponse à la crise de confiance qu’ont les lecteurs vis-à-vis des médias ?

• Oui, c’est une des raisons de la création de notre plateforme. L’un des défauts du journalisme en France, à mon avis, est d’être trop « parisien ». C’est pourquoi nous faisons en sorte de retrouver toutes les voix que l’on peut entendre un peu partout en France, les voix de celles et ceux qu’on n’entend jamais, qui passent sous les radars. Renouer avec les lecteurs constitue donc pour nous une des solutions à cette crise de confiance.



© Pierre Morel

Concrètement, comment se fait le travail avec la plateforme ?

• À ce jour, nous avons 600 contributions, ce qui est énorme. J’ai une console qui me permet de naviguer dans cette base de données. Je la consulte plusieurs fois par jour et quand c’est nécessaire, je fais des recherches complémentaires. Puis je classe les suggestions pour que les journalistes puissent s’en emparer. Les contributions retenues sont soumises aux rédacteurs en chef afin qu’elles soient traitées dans le journal.

N’y a-t-il pas des risques de dérive déontologique, surtout avec la possibilité de contribuer anonymement ?

• Il n’est pas possible d’envoyer des contenus anonymement. Lorsqu’un lecteur nous envoie une contribution, on a forcément son adresse mail. Vous direz qu’on peut toujours envoyer des messages en utilisant de fausses adresses. Mais, après tout, on fait notre boulot de journaliste. Comme avec n’importe quelle autre source, on fait un travail de vérification.

Vu son format et sa ligne éditoriale, *Ebdo* est-il finalement une forme de « journalisme citoyen et positif » ?

• On est un tout jeune journal âgé d’un mois et demi, ce qui est ridicule [rires]. D’une part il y a l’envie, d’autre part la difficulté. Nous n’avons pas envie d’être tout à la fois, mais en même temps nous avons envie de tout faire. On a envie d’être un journal qui fait de l’investigation, qui propose des enquêtes qui ne sortent pas ailleurs. On a envie d’être un journal proche de ses lecteurs. On a envie d’être un journal qui raconte aussi ce qui fonctionne et ce qui est solidaire, car il y a énormément d’initiatives dans ce sens en France. C’est un vrai défi que nous voulons relever, et c’est un beau défi. Allons-nous y arriver ? Je l’espère, tout en ayant bien conscience que ce défi n’est pas des plus faciles.

Comment participer à *Ebdo* ?

Je me connecte avec mon compte abonné.



Je choisis la façon dont je veux participer en :
– signalant mes compétences ;
– suggérant une initiative, une personne remarquable, une association...
– témoignant.



Je réponds aux questions posées et je remplis le formulaire.



Si mon idée est retenue, un-e journaliste me contacte.



J’affine avec le-la journaliste ce que je peux apporter.



Je retrouve l’article dans les pages d’*Ebdo*.



Jean-François Leroy*

“Une photo se lit, on va de gauche à droite, de haut en bas.”

* PHOTOGRAPHE DE PRESSE, FONDATEUR ET DIRECTEUR DE VISA POUR L'IMAGE.

Propos recueillis par Aline Noël

« Visa pour l'image » est dédié au photojournalisme. Pourquoi un tel festival ?

• Visa pour l'image est né d'un constat : à la fin des années 80, il existait peu de festivals de photographies, et tous étaient généralistes, mettant sur un pied d'égalité les photos de mode, de pub, la photo plasticienne... et le photojournalisme (d'ailleurs très minoritaire). Personnellement, je suis accro à l'information, j'ai besoin de comprendre le monde dans lequel nous vivons. L'idée m'est donc venue de consacrer un festival à la photographie d'actualité. Créer un point de rendez-vous réunissant les acteurs de ce métier – à savoir les photographes (producteurs d'images) ; les agents (distributeurs d'images) ;

la presse et les éditeurs (utilisateurs d'images) –, plus le grand public, relevait du pari. Aujourd'hui, je peux dire qu'un tel évènement était attendu, le succès ne s'étant jamais démenti. Mais il faut se rappeler qu'en 1989, il n'y avait ni Internet ni téléphone mobile ! Pour recevoir un reportage des États-Unis, on m'envoyait un FedEx avec des duplicatas de diapositives. Maintenant, tout se transfère en quelques secondes.

Nous vous avons demandé de décrypter une photographie. Vous avez choisi un cliché de Eugene Richards...

• Si cette photo me touche tellement, c'est parce que lorsque vous regardez l'homme (il s'appelle Dusty Hill et c'est un soldat américain qui rentre d'Irak), vous voyez qu'il a été blessé : son oreille est brûlée, il n'a plus de cheveux — on devine un visage à la Niki Lauda –, il a perdu son bras droit, un crochet sort de sa manche... Il s'agit donc d'une photo sur l'horreur de la guerre, mais quand sa gamine le regarde, pour elle c'est le plus beau papa du monde. Cette photo dénonce une violence – la guerre – mais en même temps elle montre l'espoir. J'en parle parce qu'elle est à côté de mon bureau et je vis avec cette image qui me fascine à chaque fois que je la regarde : tout ce qu'elle suggère, justement, de la douleur du père, s'accompagne du lien, de la complicité qu'il a avec sa fille. Dusty Hill dit qu'il peut être content d'avoir été blessé parce qu'avec ce handicap, il ne sera plus obligé d'aller travailler et il pourra regarder sa fille grandir. Ce cliché est extrait d'un livre intitulé *War is Personal*, où sans quitter les États-Unis, Eugene Richards a montré les conséquences de la guerre sur ceux qui en reviennent.

Cette photo a besoin d'une explication...

• À part la photo de lionceaux qui jouent avec leur mère, toutes les photos, et particulièrement les photos d'actualité, ont besoin d'une explication ! C'est aussi l'objectif de la troisième semaine que Visa pour l'image réserve aux publics scolaires :

montrer aux élèves qu'une image doit être mise en perspective. Je peux prendre une même photo et, avec trois légendes différentes, changer complètement son sens. Il n'est pas question de faire une légende redondante, mais d'expliquer ce que la photo représente, quel est son contexte. Lorsqu'une photo n'a pas de légende, je recommande aux jeunes de toujours croiser les sources, de ne pas croire tout ce qu'ils trouvent sur Internet, car ce n'est pas parce qu'on voit une image que c'est la vérité. Il existe des tas de sites permettant de croiser les images, les vidéos pour vérifier leur fiabilité. Voir une image, cela s'apprend : il faut la situer dans son contexte, comprendre ce qu'elle raconte et quels sont ses enjeux. Une photo se lit, on va de gauche à droite, de haut en bas. Pour la photo de Eugene Richards, on la lit et on voit : le canapé, la gamine sur les genoux de sa mère qui est en chaussettes... Tout cela a un sens. Si les mômes prennent la peine de lire ce que je dis au sujet de cette photo, s'ils la décryptent en même temps que je le fais pour eux, ils vont s'apercevoir de ce qu'ils avaient vu et aussi de ce qu'ils n'avaient pas vu. Et pour moi un bon photographe de presse est celui qui montre une empathie pour son sujet. Quand je regarde la photo de Eugene Richards, je ne pense pas à son talent (même si on juge que c'est l'un des plus grands photographes au monde), je vois la force de ce qu'il montre : je me dis, putain quel espoir, que cette gamine est belle, que la complicité avec son père est forte !

Comment définiriez-vous le photojournalisme ?

• Pour moi, c'est montrer le monde sous tous ses aspects, le monde dans sa réalité. Cela exclut les sujets people, le bidon, le bling-bling... tout ce qui n'est pas la vraie actualité du monde, actualité qui ne concerne pas exclusivement ni prioritairement la guerre, ce peut être des sujets sociologiques, des sujets de société. Et le photojournaliste, c'est la personne qui va témoigner d'un problème du monde dans lequel je vis et qui va me permettre de l'appréhender.

PARCOURS

« J'ai été photographe, ancien agent de photographe, journaliste dans la presse photo... », Jean-François Leroy, le fondateur et directeur de Visa pour l'image, propose deux dates pour baliser son parcours.

1989

Conçoit et lance (avec le soutien de Roger Théron, patron de *Paris Match*) Visa pour l'image, festival international de photojournalisme, unique au monde, qui a lieu tous les ans à Perpignan en clôture de la saison estivale.

<http://www.visapourlimage.com/>

2017

Ouvre en juin L'Arche du photojournalisme à La Défense, espace qui présente quatre grandes expositions par an de photographies de grands reporters.

<https://www.lagrandearchefr/le-photojournalisme>



© Lucas Menget



Mineral, Illinois, 2008. Dusty Hill, ancien membre de la garde nationale américaine, a perdu ses deux mains et un œil, et a été brûlé au quatrième degré dans une explosion en Irak.

Le photographe : Eugene Richards

« S'il n'avait pas atteint l'âge de la majorité en 1969, année où les États-Unis menaient toujours une guerre impopulaire au Vietnam, Eugene Richards n'aurait pas été le même photographe, celui qui s'est concentré dès le début de sa carrière sur les problèmes de la société américaine. »

Tels étaient les mots de Jean-François Leroy en ouverture de « The Run-On of » (La course du temps), rétrospective que L'Arche du photojournalisme a consacrée au grand photographe américain d'octobre 2017 à janvier 2018.

Photographe, écrivain et réalisateur, Eugene Richards est né en 1944 à Dorchester, dans le Massachusetts. Il est l'auteur de dix-sept livres et de sept documentaires qui, tous, portent sur des sujets difficiles, complexes, illustrant souvent des histoires de vie, de lutte et de mort.

Parmi ses ouvrages, citons : *Exploding into Life* (1986) sur la lutte de sa première femme, Dorothea Lynch, atteinte d'un cancer du sein ; *Below the Line: Living Poor in America* (1987) sur les aspects de la pauvreté américaine en milieu urbain et rural ; *The Knife and Gun Club: Scenes from Emergency Room* (1989) sur la médecine d'urgence... et parmi ses derniers livres, *War is Personal* (2010) sur les séquelles de la guerre d'Irak sur les soldats de retour aux États-Unis, dont est extraite la photo de Dusty Hill, choisie par Jean-François Leroy et que Eugene Richards nous a très aimablement autorisé à reproduire.

Pour aller plus loin, cf. le site de Eugene Richards : <https://eugenerichards.com/>

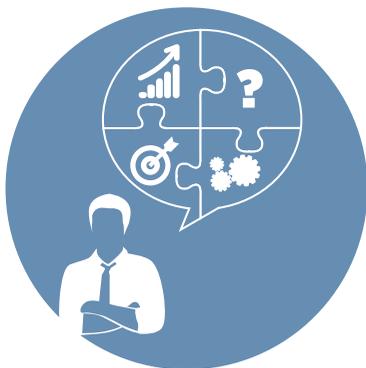


Table ronde n° 1

La première table ronde a porté justement sur les parcours des élèves. Daniel Agacinski, de France Stratégie, a confirmé que la transition bac-3/bac+3 était assez peu pensée dans notre système scolaire, avec des enseignements au lycée focalisés sur l'échéance du bac, entraînant une rupture de continuité délibérée. La question du droit à l'errance et à l'erreur est un enjeu dans un contexte où l'attractivité des filières est liée à la possibilité de reporter les choix, et où les « parcours TGV » – pour reprendre l'expression du sociologue Nicolas Charles –, sont une norme défendue par le ministère et certaines organisations syndicales. Pourtant, en Suède par exemple, avoir besoin d'une pause après quinze ans de scolarité, tombe sous le sens ! Dans ce contexte, la démarche d'orientation active est essentielle, accompagnée par un réseau de professionnels comme l'a expliqué Claire Lecomte, de La Courroie, mais aussi par les pairs a insisté Orlande François, de la Fage, qui plaide aussi pour un lycée polyvalent et une spécialisation progressive tout au long d'un parcours construit en blocs de compétences.

Table ronde n° 2

La réussite des parcours passe également par les territoires. Pour l'économiste Olivier Bouba-Olga, l'excellence ne se concentre pas dans les métropoles, et la recherche dans les antennes est tout aussi remarquable, mais elle est davantage appliquée et en lien, précisément, avec le territoire. Donc, gare à la « Came » (compétitivité/attractivité/métropolisation/excellence) ! Pour François Bonneau, vice-président de l'Association des régions de France, la formation ne doit pas être une question de pouvoir, mais il faut coordonner, sous l'égide de la Région, l'éducation, la formation professionnelle, l'accompagnement vers l'emploi et le développement économique. François Germinet, président de l'université

Colloque du 25 janvier 2018

Bac -3/+3 : où en est-on ?

Par Alexis Torchet

Le colloque du 25 janvier, programmé au printemps dernier, s'est retrouvé au cœur de l'actualité éducative. En effet, consacré aux parcours bac-3 et bac+3, il s'est déroulé en plein débat parlementaire sur le projet de loi « orientation et réussite étudiante » et au lendemain de la remise du rapport Mathiot sur le bac.



© Philippe Antoine

de Cergy, a précisé que l'université avait sa place dans cette organisation, notamment avec l'apprentissage. Mais à l'échelle d'un territoire, le système d'orientation est trop souvent construit à partir de ce qui existe et non selon les besoins des intéressés, observe Albert Ritzenthaler, co-rapporteur CFDT de l'avis du Conseil économique, social et environnemental : « L'orientation des jeunes ». Il faut donc inverser la logique.

Table ronde n° 3

La troisième table ronde a accueilli Pierre Mathiot, qui a présenté son rapport et expliqué que le bac devait être un point d'étape dans un continuum de formation. Armelle Nouis, proviseure et co-auteure d'un rapport de Terra Nova, a réagi en défendant notamment la nécessité d'inventer une certification en contrôle continu qui préserve le temps des apprentissages et de l'accompagnement. Laurent Bigorgne, président de l'Institut Montaigne, a rappelé qu'il était impératif de repérer les inégalités et la prédestination sociale qui minent le système éducatif. En conclusion, Muriel Salvatori, prof de maths dans un lycée de l'Isère, a pointé deux nécessités : redonner du sens aux apprentissages en dépassant l'objectif du bac, et bien prendre en considération les inquiétudes des personnels à l'égard des politiques de suppressions de postes : ils doivent absolument être associés à une réforme pour qu'elle prenne sens.

Et maintenant ?

Comme l'a souligné Catherine Nave-Bekhti dans son discours de clôture, il faut prendre régulièrement le temps de ralentir pour réfléchir. C'est en posant un cadre de réflexion plus large que celui de l'actualité revendicative immédiate qu'on peut mieux agir au quotidien. La diversité des interventions du colloque a ainsi permis d'alimenter la définition des positionnements du Sgen-CFDT sur la réforme du bac et du lycée. Ainsi l'importance de tous dans les équipes pédagogiques de lycées, pas seulement des enseignants, pour développer l'autonomie, la compétence orale par exemple... L'importance encore de l'accompagnement pour lutter contre l'autocensure des élèves qui favorise la reproduction sociale, sans oublier l'accès à l'information et au droit.

Ce sont deux des axes structurants pour mieux travailler et réussir au lycée que le Sgen-CFDT a porté dans les discussions sur la réforme du bac et en fonction desquels il a évalué le projet du ministre.

Voir : <https://huit.re/W1tv4s2j>

Parcours professionnels, carrières et rémunérations (PPCR) pour la hors-classe

Qui va piano va sano...

Par Christophe Huguel et Jean-Pierre Baills

Lors de la dernière discussion avec le ministère sur le protocole PPCR en octobre 2016, avait été acté que tout collègue dont la carrière est complète pourrait dérouler celle-ci sur deux grades. Autrement dit, la hors-classe pour tous, sauf opposition de l'administration.

DES NOTES DE SERVICE QUI TARDAIENT...

Nous attendions donc avec impatience les projets de notes de service concrétisant l'engagement du ministère précédent. Le Sgen-CFDT voulait tout d'abord une progression du nombre de promus et surtout une promotion à l'image du corps afin d'assurer une égalité de promotion entre hommes et femmes.

Si nous ne connaissons pas le nombre de promotions à ce jour, les notes publiées le 15 février répondent à deux objectifs : assurer la promotion à ceux qui auront à terme

un rendez-vous de carrière au 9^e échelon et bénéficiant de l'appréciation « excellent », mais aussi promouvoir ceux qui n'ont pas pu avoir un tel rendez-vous et qui sont aux 10^e et 11^e échelons. Pour ces collègues, le recteur ou le directeur académique des services de l'Éducation nationale s'appuiera sur les notes pour formuler un avis qui octroiera des points. Mais ces points seront compensés voire dépassés à terme par l'ancienneté de l'agent.

...POUR UNE RÉELLE CHANCE DE REVALORISATION!

Ce subtil équilibrage permettra au final d'assurer la promotion de tous – à moins d'un veto motivé dans un rapport circonstancié de l'administration (qui sera toutefois remis en question chaque année). N'en déplaise aux sempiternels contempteurs de l'apocalypse, avec PPCR la hors-classe va constituer *de facto* des échelons supplémentaires permettant une revalorisation des salaires, tout particulièrement pour le premier degré où l'insuffisance chronique des promotions ne permettait que la promotion des directeurs au 11^e échelon et en éducation prioritaire.

PPCR n'est pas une escroquerie et constitue une réelle chance de revalorisation de la carrière. Accéder au dernier échelon de la hors-classe en 30-35 ans sera une réalité pour tous. Les personnels pourront accéder à l'indice 821 ; sans PPCR, bien des professeurs des écoles seraient cantonnés au 11^e échelon (indice 673). Or 148 points d'indice, c'est plus de 500 € nets supplémentaires chaque mois!



© Helena/Pixabay



Travailleuses et travailleurs sociaux

Une reconnaissance à la peine! La reconnaissance en catégorie A de la fonction publique pour les travailleurs sociaux, assistants socio-éducatifs et éducateurs de jeunes enfants, est une revendication de longue date de la CFDT. Elle est inscrite dans le Plan d'action en faveur du travail social et du développement social d'octobre 2015. Une mesure était attendue des professionnels afin de reconnaître leur engagement et leur responsabilité professionnelle.

La requalification était actée dans l'accord PPCR, mais en raison du report d'une partie des mesures de celui-ci à 2019, cette requalification en catégorie A n'aura donc lieu qu'au 1^{er} février 2019. Pour la CFDT, cela est inacceptable.

Face à cette décision, le Sgen-CFDT a appelé les assistantes et assistants sociaux à se mobiliser le 1^{er} février 2018. Reçue à cette occasion par le cabinet du secrétaire d'État Olivier Dussopt, la CFDT a demandé une nouvelle fois au Gouvernement de revenir sur sa décision de report de douze mois. À défaut d'obtenir satisfaction sur ce point, la CFDT a reçu l'engagement du Gouvernement que les agents ayant 17 années de service en catégorie B dite « active » conserveraient les droits acquis au titre de cette catégorie active lors de l'accès à la catégorie A au 1^{er} février 2019. Seule une révision avançant en 2018 la mise en œuvre de PPCR permettrait d'atténuer les conséquences négatives du report pour l'ensemble des fonctionnaires. La CFDT a rappelé qu'elle continuerait de porter sa revendication de la catégorie A-type pour les agents de la filière sociale, y compris au regard de l'équité à construire en matière d'égalité professionnelle. • A. E.

Polyensionnés

FONCTIONNAIRES TITULAIRES OU CONTRACTUELS, vous

avez cotisé dans différents régimes de retraite au cours de votre vie professionnelle. Vous avez pu acquérir des droits dans le régime général de la sécurité sociale ainsi que dans une caisse de retraite complémentaire

obligatoire : Ircantec pour les services de non-titulaires des fonctions publiques, caisses relevant de l'Agirc-Arrco pour les emplois du privé. Mais vous pouvez également relever d'autres régimes spéciaux, fonction publique territoriale ou hospitalière par exemple.

Pour percevoir ces différentes pensions, il faut en faire la demande auprès de chacune des caisses de

retraite où vous avez acquis des droits et dont vous avez connaissance par l'envoi des informations de situation individuelle, tous les cinq ans à partir de 35 ans, et d'estimation globale, tous les cinq ans à partir de 55 ans. Plus d'information dans le guide des pensions de retraites de la CFDT Retraités sur <https://huit.re/g4a4d3ua> • O. N. Voir également : https://huit.re/sP4S1_eN

LES RENDEZ-VOUS DE LA LAÏCITÉ



Il est temps d'accorder une place aux nouveaux Français.

Benjamin Stora, Historien



Je rêve d'une laïcité qui ait un goût d'humanité heureuse et de solidarité contagieuse.

Philippe Meirieu, Pédagogue



Liberté, égalité, fraternité ;
remettons en action la devise jusqu'au bout !

Nathalie Janssens, Enseignante et bénévole dans le camp de Calais



Partageons ensemble
la laïcité sur
www.solidarite-laique.org